



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 3 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection des 27 et 29 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Rocade Distribution (Rocadis)

station-service sise

22 rue de la Grand Maison
86280 Saint-Benoît

Référence : 2025 122 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 27 et 29 janvier 2026 dans l'établissement Rocade Distribution (Rocadis) implanté 22 rue de la Grande Maison 86280 Saint-Benoît. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Rocade Distribution (Rocadis)
- 22 rue de la Grande Maison 86280 Saint-Benoît
- Code AIOT : 0007203035
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rocade Distribution (Rocadis) exploite une station service située rue de la Grand Maison à Saint-Benoît. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 3 novembre 2000 pour la rubrique 1434 relative à l'installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. La distribution est répartie de la façon suivante : 13 pistes en 24/24 h. Un réservoir de 5 tonnes de GPL

est présent sur le site. A 100 mètres de la station, se trouve une installation de fioul domestique destinée au chauffage des particuliers, non accessible au public.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2015 a notamment mis à jour le classement des activités du site.

Le 4 juillet 2025, l'exploitant a déclaré la modification de ces installations :

"Passage des pistes 12-13 et 8-9 de la station service en vente 24/24 via TPI (carte bancaire) avec installation de système incendie selon la réglementation en vigueur passage du compartiment Clamc 10 m³ en E85"

Le site dispose désormais des capacités suivantes : 120 m³ de GO / 110 m³ d'essence (50 m³ de SP98, 50 m³ de SP95, 10 m³ de E85).

L'inspection des installations classées a été informée par la préfecture d'une fuite de carburant au droit de la station-service et d'une odeur importante d'hydrocarbures dans le centre commercial à proximité, ce qui a motivé une visite d'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 28/01/2026, article R. 512-69	Demande d'action corrective	
4	Débourbeur séparateurs hydrocarbures (DSH)	Arrêté Préfectoral du 03/11/2000, article 10.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
5	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/11/2000, article 10.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion de la pollution	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R. 181-45	Sans objet
3	Réseau piézométrique	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R. 181-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du déversement accidentel de carburant dans les sols, il est proposé un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer la gestion des pollutions (réalisation d'investigations environnementales et mesures de gestion) constatées au regard de l'aléa rencontré, ayant conduit à une dispersion dans le milieu de produits hydrocarbonés. En outre, l'acte impose la réalisation d'un troisième piézomètre, en amont hydraulique, en justifiant que le réseau piézométrique existant est adapté. L'extension aux paramètres volatils dans la nappe est proposée et notamment BTEX, COHV... ainsi que les fractions carbonées C5-C40 en hydrocarbures représentatives du carburant supposé répandu de type essence (SP98).

L'exploitant doit par ailleurs :

- consolider la télédéclaration du 30 janvier quand les causes profondes auront été identifiées ;
- procéder au nettoyage et à l'entretien des débourbeurs séparateurs hydrocarbures ainsi qu'à la mise en conformité de leurs dispositifs de sécurité (flotteur de détection de niveau...);
- produire un schéma des réseaux aqueux à jour ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i> <i>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</i> <i>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</i>
Constats : <u>inspection 27 janvier</u> L'inspection des installations classées (IIC) s'est rendue sur les lieux le 27 janvier 2026 alors le SDIS était encore sur site et a pu échanger avec le directeur du centre Leclerc. L'installation est en travaux depuis plusieurs semaines afin, notamment, de réaménager les pistes de distribution de carburants et les canalisations associées aux réservoirs enterrés de carburant, ces derniers restant en place. Selon l'exploitant, un salarié d'un des prestataires en charge du chantier a constaté, vers 12h30, un écoulement de carburant depuis une ancienne canalisation débouchant au pied de la cheminée du réservoir enterré de 50 m ³ de SP98. Un bouchon provisoire a pu être adapté pour stopper ce rejet mais un volume de carburant, relativement limité selon l'exploitant, a néanmoins pu se répandre dans cette cheminée. Une odeur d'hydrocarbures a été ressentie par la suite dans le centre commercial, localisé à environ 200 m à l'est de la station service. Le centre a été évacué par mesure de précaution (risques d'explosion selon les concentrations en hydrocarbures dans l'air ambiant). Les eaux pluviales de ruissellement rejoignent de la station-service un bassin d'infiltration localisé sous le centre commercial, après traitement par un débourbeur séparateur hydrocarbures (DSH). L'IIC a pu assister au cours de l'après-midi à l'enlèvement du bouchon provisoire de la canalisation, d'un diamètre d'environ 40 mm, et le pompage, par un camion-citerne, du carburant se déversant en pied de cheminée (environ 2 m ³ selon l'exploitant). L'exploitant indique, le jour de l'inspection, qu'il ne dispose pas d'un plan permettant de définir le tracé de la canalisation. L'IIC a été informée en fin d'après midi que des travaux de terrassement avaient été engagés afin de localiser le cheminement de l'ancienne canalisation. Le SDIS a levé tous les doutes (pas de risques d'explosivité) à 8h30 le lendemain.

Les investigations réalisées à partir du mercredi 28 janvier ont permis, selon l'exploitant, de mettre à jour une poche localisée de carburant le long du caniveau récupérant les eaux pluviales de la plateforme du côté nord de l'aire de distribution. L'exploitant a pu établir que ce carburant a rejoint le réseau des eaux pluviales dans cette zone.

inspection 29 janvier

L'IIC a pu constater le 29 janvier en fin de matinée la présence d'une irisation dans le regard des eaux pluviales à l'est de l'aire de distribution.

L'exploitant indique qu'environ 3 m³ de carburant ont été pompés le long du caniveau précité.

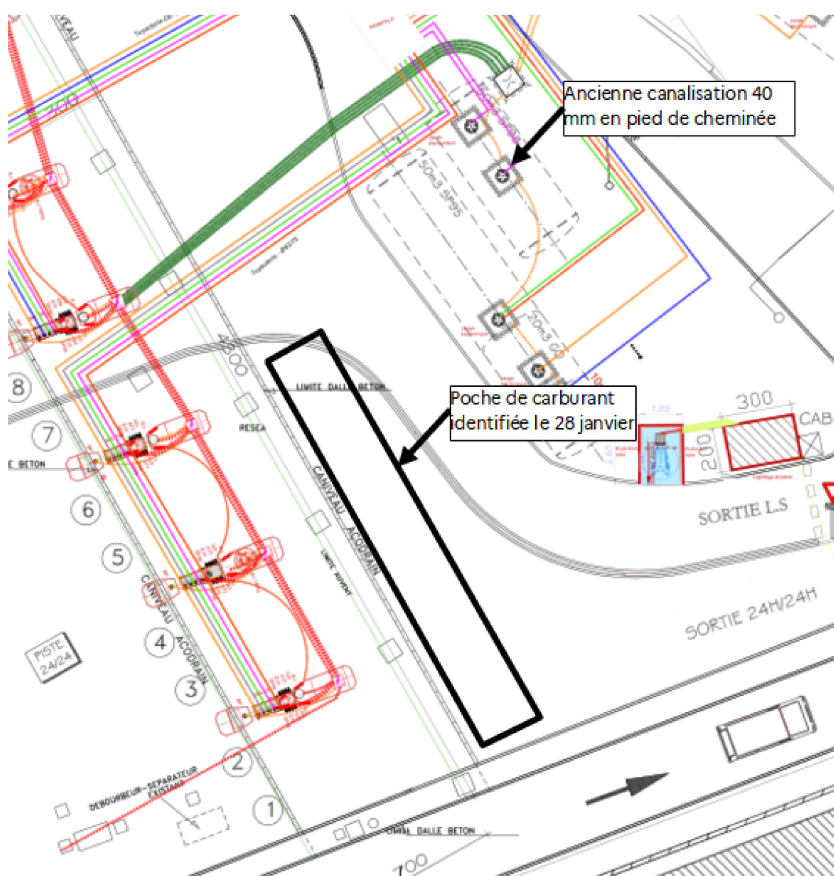
L'exploitant précise qu'il reste à déterminer l'origine de cette poche de carburant (un dépotage récent avec débordement de carburant dans une ancienne canalisation encore installée sur une cuve mais coupée au niveau du secteur au nord de l'aire de distribution pourrait en être la cause).

Il indique que les vérifications effectuées confirment que les cuves enterrées ne sont pas fuyardes. Un détecteur de niveau haut de cuve non fonctionnel pourrait expliquer une opération de dépotage défaillante.

La présence de liquides résiduels en certains points du bassin d'infiltration sous le centre commercial est constatée. Une odeur d'hydrocarbures est encore présente.

Seule une porte d'environ 90 cm de large permet d'accéder au bassin, dans lequel sont répartis des poteaux maçonnés afin de soutenir la structure du bâtiment.

Au regard de l'accessibilité très réduite, l'exploitant projette de faire appel à une société spécialisée dans la dépollution (SEREA) afin de capter les liquides résiduels par des dispositifs absorbants.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a télédéclaré, le 30 janvier 2026, l'incident via la page

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Ce rapport devra être consolidé afin de définir précisément les causes profondes qui ont mené à l'incident et les actions correctives mises en œuvre / projetées.

Aussi en lien avec le déroulé des événements, il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en conformité les séparateurs à hydrocarbures (système de flotteur à recaler...) ;
- justifier que toutes les cuves enterrées sont bien étanches (transmettre le dernier rapport de vérification de l'étanchéité de la double enveloppe) ;
- transmettre les bordereaux de suivi de déchets attestant du curage des séparateurs à hydrocarbures et des produits hydrocarbonés pompés au niveau du bassin d'orage, de la tuyauterie de 40 mm et de la poche de carburant le long du caniveau.

Au fil de l'eau, des justificatifs devront être produits pour attester la réalisation des investigations environnementales suite à l'évènement, la réalisation des mesures de gestion...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Gestion de la pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R. 181-45

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de site et sols pollués

Prescription contrôlée :

Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1.

[...]

Constats :

Les constats objet du point de contrôle n° 1 amène l'IIC à proposer un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer la gestion de la pollution des milieux par les hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le projet d'acte impose, conformément à la méthodologie de gestion des sites et sols pollués de 2017 :

- la réalisation d'un diagnostic des milieux sols, eaux souterraines et air ambiant ;
- la transmission d'un plan de gestion des impacts identifiés et proposant des mesures pour la dépollution du site ;
- le renforcement du dispositif de surveillance piézométrique pour surveiller la qualité de la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseau piézométrique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R. 181-45

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1.
[...]

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2002 a prescrit une étude hydrogéologique et la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines, de périodicité semestrielle.

Le réseau piézométrique est constitué de deux piézomètres aval Pz1 et Pz2, une première campagne ayant été effectuée en mars 2004. Ces piézomètres, implantés au nord de la station-service, à proximité de la cuve GPL, captent la nappe du Dogger.

La dernière campagne a été réalisée en octobre 2025. Elle a notamment mis en évidence un indice hydrocarbure C10-C40 inférieur au seuil de quantification analytique de 50 µg/L sur les eaux des piézomètres Pz1 et Pz2 avant pompage et en Pz1 après pompage.

Cependant, une concentration notable de 400 µg/l en Pz2 a été relevée après pompage.

Le prestataire Hygéο envisage une dégradation de la qualité des eaux souterraines mais émet deux hypothèses :

- percolation à travers la zone non saturée (travaux en cours avec retrait des dalles béton) ;
- pollution par l'air ambiant (épandage par un usager de plusieurs litres de carburant engendrant une forte odeur quelques minutes avant pompage du Pz2).

Le prestataire recommande par ailleurs la création d'un piézomètre Pz3 en amont hydraulique de la station-service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de confirmer le sens d'écoulement de la nappe et d'apprécier au mieux l'impact potentiel de la station-service sur la qualité des eaux, il est proposé de prescrire l'implantation d'un troisième piézomètre, en amont hydraulique.

Le projet d'arrêté fixe par ailleurs des paramètres additionnels à suivre de manière pérenne (indice hydrocarbures => rajout de la fraction carbonée C5-C10 aux fractions déjà suivies C10-C40, plomb, COT, BTEX, COHV).

Enfin, le projet d'APC impose à l'exploitant de justifier que le réseau piézométrique est suffisant pour évaluer la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Débourbeur séparateurs hydrocarbures (DSH)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2000, article 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p><i>Les débourbeurs séparateurs hydrocarbures doivent être correctement entretenus. Ils seront nettoyés au moins une fois par an et après tout déversement accidentel.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le DSH à proximité de l'aire de distribution, côté est, a été implanté en fin d'année 2025. Cependant, la présence d'hydrocarbures dans le bassin en aval laisse présager un dysfonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la vérification et à l'entretien des DSH dans les meilleurs délais et transmet les justificatifs correspondants. Il justifie que la totalité des eaux pluviales transitent par un dispositif de traitement. À défaut, toute tuyauterie dévoyant les effluents, sans les faire transiter par les DSH, est condamnée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 5 : Schéma des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2000, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, vannes...</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan ne permettant pas de visualiser le cheminement des eaux pluviales et les principaux points de branchement et vannes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit produire un schéma conforme aux attendus réglementaires, mis à jour après les travaux d'aménagement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>